

L'UE verse 6 milliards à Erdogan pour les migrants... un petit air de Munich !

écrit par Jules Ferry | 18 décembre 2020



Oubliée la parade contre l'Arménie une semaine plus tôt !

Erdogan peut cracher impunément à la figure du monde non-musulman, l'UE lui paye un beau cadeau de fin d'année !

Un petit air des accords de Munich, entre deux provocations turques.

Il faut croire qu'Erdogan fait vraiment peur aux Européens qui préfèrent (encore une fois) payer pour être tranquilles à court terme.



Jeudi dernier, Erdogan paradait à Bakou : il célébrait la victoire des musulmans contre l'Arménie chrétienne.





Pour cet **événement célébré en grande pompe** et retransmis en direct sur la télévision progouvernementale TRT, rien n'avait été laissé au hasard: **ni l'hymne national turc, joué avec l'hymne azerbaïdjanais, ni le drapeau de son pays** qui flottait fièrement au-dessus de la parade militaire à laquelle participaient, aussi, les forces turques impliquées dans le conflit. **«Aujourd'hui est un jour de gloire et de fierté»**, a fanfaronné le président turc. Invité d'honneur du défilé, auquel assistait également son ministre de la Défense, Erdogan a également tenu à **«féliciter le président azerbaïdjanais (Ilham Aliyev), son armée ainsi que l'armée turque»**. Les drones «made in Ankara» étaient évidemment de la partie: c'est notamment grâce à ces puissants petits engins volants que le conflit a tourné en faveur de Bakou.
[Le Figaro](#)



Que fait l'EU, jour pour jour une semaine plus tard ?

Pas rancunière, l'UE sort le chéquier et lui verse 6 milliards au titre des migrants hors-Europe !

Plutôt que de défendre ses frontières, l'Europe choisit d'engraisser un dictateur.

Récit :

(AFP) **L'Union européenne a alloué jeudi la totalité de l'aide de six milliards d'euros** promise à la Turquie en contrepartie de son accueil des réfugiés, **marquant selon Bruxelles une "étape clé" du pacte signé entre Ankara et Bruxelles en 2016 au sujets des migrants.**

Un accord avait été conclu entre la Turquie et l'UE à la suite de la crise migratoire sans précédent que l'Europe avait connu depuis la Seconde guerre mondiale en 2015, avec l'arrivée de plus d'un millions de personnes. Avec cet accord, la Turquie a accepté le renvoi vers son territoire de tous les nouveaux migrants arrivant aux îles grecques, y compris les demandeurs d'asile comme les Syriens fuyant la guerre. En contrepartie, le versement d'une aide de six milliards d'euros avait été promise à la Turquie pour

améliorer les conditions de vie des quelque 3,6 millions de réfugiés qu'elle accueille. L'aide ne sera pas versée au gouvernement turc mais allouée aux projets spécifiques au profit des réfugiés.

“Aujourd’hui nous finalisons l’allocation de six milliards d’euros d’aide de l’Union européenne pour soutenir les réfugiés et leur accueil par la Turquie”, a annoncé l’ambassadeur Nikolaus Meyer-Landrut, chef de la délégation de l’Union européenne en Turquie. Pour M. Meyer-Landrut, Ankara et Bruxelles ont ainsi accompli “une étape clé” et devraient s’assurer du fait que “les projets bénéficient aux réfugiés”.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait accusé dans le passé l’UE de ne pas tenir ses promesses financières à ce sujet. **Ankara jouait insuffisante l’aide octroyée** pour la prise en charge de près de quatre millions de migrants et de réfugiés, principalement Syriens, qu'elle accueille depuis des années.

Sur 6 milliards d’euros d’aide prévue, 4,7 milliards avaient été engagés en mars, dont 3,2 milliards qui avaient déjà été décaissés, selon la Commission européenne. Le président turc avait cependant affirmé en septembre que la Turquie avait dépensé 40 milliards de dollars pour l’accueil des réfugiés.

[Hypocrisie diplomatique]

L’annonce de l’allocation par l’UE de la totalité de l’aide intervient une semaine après les sanctions décidées par Bruxelles contre Ankara.

Les dirigeants de l’Union européenne réunis en sommet à Bruxelles avaient décidé jeudi dernier de sanctionner les actions “illégales et agressives” de la Turquie en Méditerranée contre la Grèce et Chypre. Les travaux

d'exploration gazière menés par la Turquie en Méditerranée orientale, dans des zones maritimes disputées avec la Grèce et Chypre, étaient depuis des mois au centre de tensions. Malgré les sanctions, l'UE a affirmé sa volonté pour ***“continuer à fournir une aide financière aux réfugiés syriens et aux communautés d'accueil en Turquie et à coopérer dans le domaine de la gestion responsable des flux migratoires”***.